

**Département des Bouches du Rhône
Commune de La Bouilladisse
Enquête Publique
portant sur le projet d'établissement d'un
PLAN de PREVENTION des RISQUES MINIERS
et CARRIERES SOUTERRAINES de PIERRE à CIMENT
du 7 novembre au 7 décembre 2022**

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

**RAPPORT
du commissaire enquêteur**



Enquête publique N° E22000071/13 portant sur le projet d'établissement d'un P.P.R.M. et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de la Bouilladisse – Commissaire enquêteur : Joseph Receveur désigné par le T.A.M. de Marseille en date du 7 septembre 2022

Bilan de l'exploitation minière

Bassin de Provence



(Puits situé à Gréasque)

Premières exploitations : 1600 environ

Au moins 500 km de galeries

900 ouvrages débouchant au jour (dont 56 puits)

Jusqu'à 1350 m de profondeur

130 millions de tonnes produites (n) et 3000 tonnes pour la Beaumone (S)

22 communes concernées par les travaux (N et S)

Dont 17 exposées aux aléas

Arrêt des travaux : 2003 (N), 1964 (S)

Source : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

SOMMAIRE

	Page
Bilan de l'exploitation minière – Bassin de Provence	
PREAMBULE	6
Entretiens avec Mr le Maire	
A) L'ENQUETE PUBLIQUE, Généralités	8
I -OBJET de l'ENQUETE PUBLIQUE : Commune de La Bouilladisse	8
1) Préparation préalable de l'enquête :	8
2) Identification des intervenants :	9
II -LISTE de l'ENSEMBLE des PIECES constitutives du dossier d'enquête	10
III -CADRE JURIDIQUE du PROJET de l'ENQUETE PUBLIQUE :	12
IV -OBJECTIFS et DESCRIPTION du PROJET de mise en place du P.P.R.M./c. :	14
1) Ce qu'ont engendré l'exploitation minière et les carrières	
souterraines :	16
a) Les aléas :	16
- Les manifestations des aléas en surface de l'exploitation souterraine :	16
- Les aléas liés à la présence des terrils	17
- Les cartes des aléas sur la Commune de la Bouilladisse	17
b) Les enjeux et les risques :	18
2) La réglementation du P.P.R.M./c. :	19
a) Le zonage :	19
- Le zonage réglementaire	19
- Gestion de l'existant	19
- Résumé de zonage	21
b) La réglementation initiée par la mise en place du P.P.R.M./c. :	21
- Pour les biens existants et les nouvelles constructions :	21
- Pour la réduction de la vulnérabilité	21
- Pour les autres règlements à appliquer	22
- Principe réglementaire pour les projets.....	22
- Tableau des reconstructions	23

c) Effets de la mise en place du P.P.R.M./c. sur la commune et ses habitants.	24
- Cadre juridique	24
- Dispositions particulières	24
d) Plan communal de sauvegarde :	25
- Cadre juridique	25
- Mesures de Prévention et de Surveillance « après-mine »	25
- Travaux de mise en sécurité programmée	26
- Note d'expérience personnelle	26
3) Procédure de création d'un P.P.R.M./c. :	27
a) Les « porter à connaissance »	27
b) L'évaluation environnementale du projet P.P.R.M./c.	28
c) Prescription du P.P.R.M./c.	28
d) La concertation du public	28
e) La consultation des personnes et organismes associés :	30
- Les modalités de consultation	30
- Bilan de la consultation	30
4) Enquête publique et approbation du P.P.R.M./c.	32
 B) ORGANISATION de l'ENQUETE PUBLIQUE à La BOUILLADISSE...	33
I – Désignation du Commissaire enquêteur	33
II - Ouverture de l'enquête publique	33
III – L'avis de l'enquête publique	33
IV – Publicité légale de l'enquête et information du public	33
 C) DEROULEMENT de l'ENQUETE	34
I – CONSULTATION DU DOSSIER	34
II – MOYENS DE CONSIGNATION des observations	35

III – SEANCES de TRAVAIL du commissaire enquêteur	35
a) Avant l’ouverture et pendant l’enquête	35
b) Après la fermeture de l’enquête	36
IV – Questions posées par le C.E. à la D.D.T.M. et réponses.....	36
V – Questions posées au C.E. par les habitants et réponses.....	37
VI – Résumé statistique des contacts sur le registre dématérialisé....	40
VII – Analyse des échanges : D.D.T.M., P.O.A., habitants de la commune.....	40
VIII – LE CLIMAT GENERAL de l’ENQUETE :	41
IX – LA CLOTURE de l’ENQUETE :	42

PREAMBULE

La loi N°87-565 du 22 juillet 1987, modifiée par la loi N° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, a institué des plans de prévention des risques naturels (P.P.R.N.).

Différents décrets définissent l'application de la loi.

Dans le cas de l'objet de l'enquête publique en cours : Préparation du P.P.R.N. sur la Commune de La Bouilladisse, il y a lieu de se référer à l'Article 94 du Code Minier de la loi du 30 mars 1999 qui a introduit cette notion de protection.

En effet, les P.P.R.N. ont pour objet d'assurer la sécurité des personnes et des biens au regard des risques liés aux anciennes exploitations minières.

Il s'agit de documents faisant Règlement d'Urbanisme et qui permettent d'assujettir les réalisations d'ouvrages de l'occupation des sols à des prescriptions ou à des restrictions pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'usage.

Une fois adopté, un P.P.R.N. vaut **servitude d'utilité publique** et doit être annexé aux P.L.U ou P.L.U.I.

La décision d'élaborer un P.P.R.N. est prise sur la base d'une étude d'aléas, en fonction des aléas mis en évidence.

- : -

Entretiens du commissaire enquêteur avec Monsieur le Maire et des professionnels du Service Urbanisme de la Commune de La Bouilladisse :

Ces entretiens m'ont permis :

- d'approfondir ma connaissance du dossier en complément des éléments déjà apportés par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer au cours de la réunion préparatoire de l'enquête publique du 14 octobre 2022.
 - de mieux appréhender l'intérêt de la mise en place d'un P.P.R.M./c à La Bouilladisse qui pourra répondre au besoin de préserver les habitants et leurs biens face aux risques engendrés par les exploitations antérieures, (Mines et carrières souterraines).
 - de connaître la réglementation engendrée par le dispositif P.P.R.M./c qui devra ainsi permettre au service de l'Urbanisme de la commune de s'appuyer sur des textes élaborés et officiels en vue de délivrer ou non les permis de construire.
- A ce jour déjà toute demande de permis de construire doit être accompagnée d'un Certificat « d'études des Risques Miniers et Carrières Souterraines » établi par un organisme établi et certifié.

De même, lors de la vente ou la location d'un bien immobilier, l'Information des Acquéreurs/Locataires (I.A.L.) est obligatoire au regard des risques pris en compte dans le Plan de Prévention des Risques Naturels et Technologiques.

Les P.P.R. Miniers/Carrières souterraines comportent les mêmes effets que ceux du Plan précédemment cité (Article L-174-5 du Code Minier).

A ce jour, bien que le P.P.R.M./c ne soit pas encore opérationnel, le service Urbanisme se réfère aux études menées à bien par l'intermédiaire de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, visant à « Porter à Connaissance » la révision et la mise à jour de l'aléa lié à l'ancienne activité minière (lignite) et aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment.

Deux études préalables ont été menées à bien :

- par l'étude GEODERIS, en 2016, pour le lignite,
- par l'étude INERIS, en 2020, pour les carrières souterraines.

La D.D.T.M. est considérée par Monsieur le Maire de la Commune comme un service précieux de référence pour mener à bien sa mission de gestionnaire auprès des habitants de la commune de La Bouilladisse (propriétaires et autres...)

En fin d'entretien, Monsieur le Maire confirme que la création du P.P.R.M./c sur sa commune lui permettra d'affiner ses compétences et actions dans le domaine de la sécurité urbaine ainsi que dans celui de l'élaboration des Projets d'Aménagement de Développement Durable (P.A.D.D.).

- : -

A) L'ENQUETE PUBLIQUE, généralités :

I - OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE, Commune de LA BOUILLADISSE, Décisions préfectorales et administratives :

- Le 22 juillet 2020, Monsieur le Préfet de la Région Provence – Alpes – Côte d'Azur, Préfet de la Zone de défense et de sécurité SUD, Préfet des Bouches-du-Rhône, a pris un **Arrêté N°13-2020-07-22-006 prescrivant l'Etablissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers et Carrières Souterraines de Pierre à Ciment sur la Commune de la Bouilladisse.** (Annexe n° 1)
- De nouveau, le 30 septembre 2022, Monsieur le Préfet du même territoire a pris un **Arrêté prescrivant l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique** sur le projet d'établissement d'un plan de Prévention des Risques Miniers et Carrières Souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la Commune de la Bouilladisse. (Annexe n° 2)
- **L'Avis d'Enquête Publique** a été publié le 7 octobre 2022 par la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique, de la concertation et de l'environnement, Mission Environnement en Enquêtes Publiques ; (Annexe n° 3).
- La décision N° E22000071/13 du 07 septembre 2022 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille **désignant le commissaire enquêteur** chargé de conduire l'enquête publique, (Annexe n° 4)

1) Préparation préalable de l'enquête :

Le 14 octobre 2022, Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des territoires et de la Mer et Monsieur le Chargé d'Etudes Risques Géologiques ont reçu en réunion préparatoire et d'information les deux commissaires enquêteurs chargés de mener à bien les deux enquêtes publiques organisées sur les communes de Gardanne et de la Bouilladisse en vue de l'élaboration du plan de prévention des Risques Miniers et Carrières Souterraines de Pierre à Ciment. (Annexe n° 5)

Un document extrêmement élaboré et très complet a servi de support à la présentation du sujet et à la conduite de la réunion de travail.

Ce document a été dupliqué en grand format sur trois tableaux installés dans le bureau d'accueil de la Mairie, informant ainsi le public de la Commune de La Bouilladisse.

Ce travail de présentation a permis aux commissaires enquêteurs d'acquérir une connaissance assez approfondie des risques pouvant affecter les personnes et les biens des communes concernées.

De ce fait, ils ont pu être à même d'informer et de conseiller les personnes pouvant se présenter aux permanences des commissaires organisées en Mairies.

2) Identification des intervenants et des partenaires de l'enquête publique :

Le service instructeur du projet et les services compétents sont les suivants :

Service instructeur :

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM – Maître d'Ouvrage du projet : Service Urbanisme/Pôle Risques – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3.
- La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) – Service de prévention des risques – Unité contrôle industriel et minier – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3 – La DREAL assume la tutelle de l'INERIS.

Conduite de l'enquête publique et décision du PPR :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône – Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement – Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement – Place Félix Barret – CS80001 – 13282 Marseille Cedex 06.

Désignation du commissaire enquêteur :

Le Tribunal Administratif de Marseille – 31, rue Jean-François LECA – 13235 Marseille.

Le siège de l'enquête :

Mairie de La Bouilladisse – Service de l'Urbanisme – Hôtel de Ville – Place de la Libération – 13720 La Bouilladisse

Les opérateurs du projet pour le compte de l'Etat :

- **GEODERIS**, créé en 2001, est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) constitué par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, le BRGM et l'INERIS. Il apporte à l'Etat une assistance et une expertise en matière d'après-mine.
- **L'INERIS**, créé en 1990, est l'expert public pour la maîtrise des risques industriels et environnementaux. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement.

II - LISTE DE L'ENSEMBLE DES PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE :

Cet ensemble est composé :

- 1) D'un arrêté Préfectoral de prescription, en date du 22 juillet 2020, accompagné de la décision de l'Autorité Environnementale (N° F-093-19-P-0102), après examen au cas par cas de sa non soumission à une Evaluation environnementale,
- 2) D'un arrêté Préfectoral, en date du 30 Septembre 2022, portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers et carrières souterraines de Pierre à ciment, sur le Territoire de la Commune de la Bouilladisse,
- 3) D'un Registre d'enquête Publique, côté et parafé,
- 4) De Deux fiches sanitaires,
- 5) D'une fiche de recommandation COVID-19,
- 6) D'un dossier complet comprenant :
 - Le rapport de présentation :
 - Chapitre I : Procédure d'élaboration du Plan de Prévention des Risques,
 - Chapitre II : Aléas résiduels, description des phénomènes,
 - Chapitre III : Evaluation des aléas résiduels miniers et carrières du bassin de Provence,
 - Chapitre IV : Le zonage du Plan de Prévention des risques,
 - Chapitre V : La portée et les effets du P.P.R
 - Chapitre VI : Les mesures de prévention et de surveillance par le département prévention et sécurité minière du BRGM,
 - Plans de zonage réglementaire :
 - Chapitre I : Un plan général de l'ensemble de la Commune, divisé en trois parties,
 - Chapitre II : Trois plans de zonage de chacune des parties (1 – 2 – 3) au 1/2500^{ème},
 - Le règlement comprenant :
 - Chapitre I : Portée du règlement P.P.R ; Disposition générale,
 - Chapitre II : Réglementation des projets,
 - Chapitre III : Mesures sur les biens et activités existants,
 - Chapitre IV : Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde,
 - Chapitre V : Dispositions constructives réglementaires.
- 7) Des annexes :
 - Deux cartes des Aléas Miniers au 1/5000^{ème},

Enquête publique N° E22000071/13 portant sur le projet d'établissement d'un P.P.R.M. et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de la Bouilladisse – Commissaire enquêteur : Joseph Receveur désigné par le T.A.M. de Marseille en date du 7 septembre 2022

- Trois cartes des Aléas carrières souterraines au 1/2500^{ème},
- Une carte des enjeux au 1/10.000^{ème},
- Une carte des Mises en Pente au 1/10.000^{ème}.

8) D'autres annexes :

- Note de présentation de l'Enquête Publique (Août 2022),
- Décision d'autorité environnementale après examen au cas par cas, sur l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers (P.P.R.M.) de la commune de la Bouilladisse : Décision N° F-093-19-P-0102 du 17 octobre 2019,
- Bilan de concertation du Public (Octobre 2021),
- Bilan de la Consultation des Personnes et Organismes associés (Août 2022),
- Trois rapports d'études GEODERIS :
 - 22 janvier 2016 : 2016/004DE-16 PAC22070
Bassin de Lignite de Provence. Révision et mise à jour des aléas liés à l'ancienne activité minière,
Rapport de synthèse.
 - 18 mars 2021 : 2021/039DE-21PAC36020
Bassin lignite de Provence,
Révision des aléas échauffement, tassement et glissement sur les dépôts liés à l'exploitation minière sur les Communes de Gardanne, Gréasque, la Bouilladisse, Mimet et Simiane-Collongue,
 - 20 avril 2021 : 2021/039DE-21PAC36020
Bassin Lignite de Provence
Révision de l'aléa effondrement localisé sur la commune de La Bouilladisse,
- Etude INERIS :
 - Une carte de synthèse actualisation des zonages des aléas « effondrement des carrières de Pierres à ciment » (Mai 2020)
 - Une mise à jour des documents PPRN pierre à ciment (22 juin 2020).
- Etude C.S.T.B. :
 - Un guide des dispositions constructives pour le bâti neuf situé en zone d'aléa de type affaissement progressif,
 - Un rapport « constructibilité dans le Bassin de Lignite de Provence (13)
Aléa affaissement progressif de niveau faible intensité très limitée (pente inférieure à 1%) et retrait gonflement des argiles.

A été annexé à l'ensemble de ce dossier :

- Compte rendu de la réunion des commissaires enquêteurs du 14 octobre 2022, « Plan de prévention Risques Miniers/Carrières, sur les communes de Gardanne et la Bouilladisse. »
Ce dossier a été présenté, commenté et expliqué aux deux commissaires enquêteurs chargés des enquêtes publiques.
- Ce même dossier retranscrit sous forme de grands panneaux, a été installé à l'accueil des mairies.

III- CADRE JURIDIQUE DU PROJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE :

L'ensemble des textes (codes, dispositions, etc...) suivants servent de support au projet d'enquête publique :

- Le Code de l'Environnement, articles L123-1 à L123-16, R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes,
- Le Code de l'Environnement, articles L562-1 et suivants et R562-1 à R562-10 relatifs aux plans de prévention des risques naturels (P.P.R.N.) prévisibles et à leur procédure d'élaboration,
- Le Code Minier, notamment son article L174-5,
- Le Code des relations entre le public et l'administration,
- Pendant la période pandémique et post pandémique, la mise en place des dispositions prescrivant les mesures sanitaires applicables dans le cadre de l'épidémie COVID-19, (annexe n° 6)
- La décision de l'Autorité Environnementale N° F-093-19-P-0102, après examen au cas par cas, en date du 17 octobre 2019, indiquant que l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M.) de la Commune de La Bouilladisse **n'est pas soumise à l'évaluation environnementale**, (Annexe n° 7)
- Le bilan de la phase de Concertation Publique qui s'est déroulée du 19 mai 2021 au 19 juillet 2021,
- Le bilan de la consultation des personnes et organismes associés menée d'octobre 2021 à décembre 2021,

- L'avis réservé du 8 décembre 2021 du Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, (Annexe n° 8)
- Le courrier du 17 décembre 2021 du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône apportant des remarques sur le projet P.P.R.M. (Annexe n° 9)
- La décision N° E22000071/13 du 07 septembre 2022 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire
- Demande de publication de l'Avis d'Arrêté Préfectoral du 30 septembre 2022 concernant l'Enquête Publique sur la commune de La Bouilladisse dans les journaux « La Provence » et « La Marseillaise » et copies des parutions les 20 octobre et 8 novembre 2022 dans ces mêmes journaux. (Annexe n° 10)

Ont été également pris en considération les points suivants :

- Que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées à l'article R123-8 du Code de l'Environnement,
- Qu'il y a lieu de soumettre le projet à une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du Code de l'Environnement,
- Que les dispositions requises relatives à la crise sanitaire liée au COVID 19 sont compatibles avec la tenue de ladite enquête publique, dans le respect des prescriptions réglementaires y afférentes et des règles de sécurité en vigueur,

En amont de l'enquête publique et en complément de l'arsenal juridique, il y a lieu de rappeler, dans le cadre général des collectivités territoriales, les pouvoirs de Police du Maire de la Commune et du Préfet du Département qui ont des obligations à respecter en matière de prévention et de sécurité.

Le P.P.R.M. complète les outils de l'Urbanisme. C'est un document de prévention spécifique ; il vaut servitude d'utilité publique ; il est annexé aux documents d'urbanisme (P.L.U. ou P.L.U.I.).

L'exploitation de lignite relève du régime minier, celui des Pierres à Ciment du régime des carrières.

IV - OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET DE MISE EN PLACE DU P.P.R.M./c. sur la Commune de la Bouilladisse :

Introduction :

Le bassin de Lignite de Provence se situe entre Aix-en-Provence et Marseille.

Il s'étend sur 70 kms d'Est en Ouest, depuis Saint-Maximin jusqu'à l'Etang de Berre et présente une largeur maximale de 12 kms entre Aix et Marseille.

L'extraction du Lignite en Provence remonte au milieu du XVème Siècle et est restée artisanale jusqu'au début du XIXème siècle.

Les concessions du bassin de Provence ont été nationalisées en 1946 au profit des Charbonnages de France (CdF).

A partir de 1920 il existe plus d'une quarantaine de puits verticaux ainsi que de nombreuses descenderies.

L'exploitation du charbon a permis, en parallèle, celle de la Pierre à Ciment.

Ces travaux d'extraction ont cessé en 2003 et, à compter du 1^{er} janvier 2008, l'ensemble des droits et obligations du charbonnage de France ont été transférés à l'Etat.

La découverte et l'exploitation du charbon ont permis la création et le développement de l'industrie de la chaux hydraulique et du ciment.

Dès 1639, le « Sieur Etienne Vincent » qui exploitait le charbon dans ses labourages, créa des fours à chaux dans lesquels, selon une méthode artisanale, il cuisait la pierre pour en fabriquer la chaux. C'est au XVIIème et XVIIIème siècles que s'est véritablement développée la construction de fours à chaux.

L'exploitation de la pierre à ciment n'a revêtu sa forme industrielle qu'au début du 20^{ème} siècle. En 1911, 3 usines occupaient plus de 300 ouvriers et, en 1914, la société Lafarge et du Teil construisit une usine importante à Peypin où se situaient les exploitations les plus importantes.

Une partie des anciennes carrières a été utilisée comme champignonnière.

La commune de La Bouilladisse est en partie sous-minée par la présence possible de carrières souterraines dont certaines semblent s'apparenter à des travaux de recherche peu développés.

- Lieu-dit « Les Boyers »

Cette exploitation par chambres et piliers s'est développée dans le banc Valentine. La hauteur de galerie est d'environ 1,30 m à 1,50 m. La descenderie suivait le pendage du banc qui est d'environ 48° vers le Sud et passe à proximité des fondations d'un centre hospitalier « La Lézardière ». **Suite à des mouvements de terrain, ce bâtiment a nécessité d'importants** travaux de reconstruction. On ne connaît pas l'extension des vides à ce niveau.

- Lieu-dit « Le Boutot »
Une descenderie située à l'Est de la commune semble avoir existé. Aucun document n'a cependant été retrouvé pour en préciser la position et l'extension.
- La carrière « Baume de Marron »
En limite de la commune de Peypin, on retiendra l'extension Est des travaux souterrains de la carrière de « Baume de Marron ». La superficie des galeries souterraines sur la commune de La Bouilladisse ne dépasse pas, à priori, 1 hectare.

Ces exploitations ont pour la plupart vraisemblablement débuté à ciel ouvert, avant de se poursuivre sous forme d'excavations souterraines plus ou moins étendues. En l'absence de travaux de confortement, les carrières souterraines subissent un vieillissement naturel qui conduit inéluctablement à la ruine des ouvrages.

Ces vides résiduels d'origine anthropique peuvent provoquer à l'instar des cavités d'origine minière des mouvements de terrain voire des désordres en surface (une manifestation naturelle) pouvant affecter la sécurité des personnes et des biens. On parle alors d'Aléas (1) :

- L'aléa effondrement localisé,
- L'aléa affaissement,
- L'aléa effondrement généralisé.

Les aléas pris en compte dans le présent Plan de Prévention des Risques sont les aléas d'origine minière de type mouvements de terrain (affaissement à caractère souple ou cassant, effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour, effondrement localisé lié aux anciens travaux souterrains, tassement, glissement) ceux de type échauffement ou inondation (modification du régime des émergences ou inondation « brutale ») ainsi que les aléas liés aux carrières souterraines de pierre à ciment.

L'évaluation des aléas miniers a été effectuée par l'expert public pour les risques après-mine GEODERIS tandis que celle des aléas liés aux carrières a été réalisée par l'expert public pour la maîtrise des risques industriels et environnementaux INERIS. GEODERIS a pour vocation d'apporter aux administrations centrales et services déconcentrés, en particulier les DREAL, une assistance et expertise en matière d'après-mine. Créé en 1990, l'INERIS, né d'une restructuration du Centre de recherche des charbonnages de France (CERCHAR) et de l'Institut de recherche chimique appliquée (IRCHA), a pour mission de contribuer à la prévention des risques que les activités économiques font peser sur la santé, la sécurité des personnes et des biens, et sur l'environnement. Dans le cadre de la prévention des risques, une des missions de ces deux instituts est d'évaluer les aléas et d'élaborer des cartes d'aléas des différents risques (mouvements de terrain, gaz, inondation, pollution, radiation, etc...).

(1) L'aléa correspond à l'éventualité qu'un phénomène ou événement se produise sur un site donné en atteignant une intensité ou gravité qualifiable ou quantifiable

En ce qui concerne la commune de La Bouilladisse, l'exploitation minière de lignite a laissé d'importants vides pouvant provoquer des mouvements de terrain et des désordres en surface qui se nomment « Aléas ».

Différents types d'ALEAS peuvent être présents sur la Commune de La Bouilladisse :

- L'aléa effondrement localisé,
- L'aléa affaissement (souple ou cassant),
- L'aléa tassement, glissement,
- L'aléa échauffement
- L'aléa inondations.

1) Ce qu'ont engendré l'exploitation minière et les carrières souterraines :

a) Les aléas :

○ Les manifestations des Aléas en surface de l'exploitation souterraine :

- **L'effondrement** localisé se manifeste en surface par l'apparition soudaine d'un cratère d'effondrement dont les caractéristiques géométriques dépendent du phénomène initiateur en profondeur et du comportement des terrains sous-jacents,
- **L'affaissement** correspond à un mouvement souple ou cassant qui apparaît au droit des travaux souterrains. Il se manifeste par l'apparition de dépressions sous forme de cuvettes débordant souvent de l'emprise stricte des travaux. Il est accompagné de fractures pour l'aléa à caractère cassant,
- **Le tassement** se caractérise par une re-compaction d'un massif localement meuble ou affecté par des travaux souterrains liés aux variations importantes de conditions environnementales ou de surcharge. Le tassement peut apparaître au-dessus de zones exploitées en souterrain, des ouvrages de dépôts, des découvertes, ainsi qu'au toit des ouvrages remblayés,
- **L'aléa inondation**, dans le cas du Bassin de Provence il peut se manifester par la modification du régime des émergences (ex : obstruction de la galerie à la mer), ou des inondations brutales par apport des eaux de drainage ou de collecte des eaux de terrils.

○ **Les aléas liés à la présence de terrils :**

- **Les glissements liés à l'instabilité des terrils.** On distingue généralement les glissements superficiels affectant de petits volumes (types rigoles de ravinement, glissement pelliculaire), des glissements profonds pouvant concerner des volumes importants. Les désordres sont, en général, assimilables à des glissements superficiels dont l'intensité est limitée, à quelques rares exceptions près.
- **L'aléa d'échauffement ;** il s'agit d'un phénomène engendré par l'oxydation de la matière organique combustible.. La combustion spontanée est due à une réaction exothermique comme l'oxydation de la pyrite, ou bien provoquée par un feu externe (feu de broussaille par exemple).

A ces aléas miniers il y a lieu de rajouter un pseudo-aléa qui est celui des périmètres de protection définis autour des puits traités par bouchon autoportant.

Pour ce qui est des aléas dus aux carrières souterraines (pierre à ciment) il y a lieu de retenir trois phénomènes : l'affaissement, l'effondrement localisé et l'effondrement généralisé.

Un aléa global intitulé « mouvements de terrain liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment » résultant de la prise en compte de ces trois types de phénomènes retenus a été défini par INERIS.

○ **Les cartes des aléas sur la Commune de La Bouilladisse :**

- La carte des aléas miniers (carte 4-1.a du dossier du Plan de Prévention des Risques) est établie en prenant compte de tous les aléas identifiés par l'étude de GEODERIS représentés en fonction de la nature des phénomènes et de leur niveau (faible, moyen ou fort). Les aléas miniers retenus sur le territoire communal sont indiqués dans le tableau ci-après :

Aléas miniers retenus sur le territoire communal

Mouvements de terrain

Effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour

Niveau faible

Niveau moyen

Effondrement localisé lié aux travaux souterrains

Niveau faible

Niveau moyen

Affaissement

Faible intensité très limitée (souple)

Niveau faible (souple)

Niveau moyen (souple)

Tassement

Niveau faible

Glissement

Niveau faible

Echauffement

Niveau faible

Niveau moyen

Pour rappel, à ces aléas s'ajoutent les périmètres de protection définis autour des puits traités par bouchon autoportant.

La carte des aléas carrières souterraines est établie en prenant en compte les aléas identifiés par l'étude de l'INERIS (aléa effondrement fort et aléa effondrement/affaissement faible).

Aléas carrières retenus sur le territoire communal		niveaux
Mouvements de terrain	effondrement - affaissement	faible
	effondrement - affaissement	fort

b) Les enjeux et les risques :

Ces risques d'aléas peuvent se traduire par la notion d' « **ENJEU** ».

Définition : C'est l'ensemble des personnes, biens, équipements, et/ou environnement susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel ou anthropique.

La commune de La Bouilladisse est concernée par différents types d'enjeux :

- Les enjeux d'occupation du sol.
Deux zones à prendre en compte :
 - Zone non urbanisée exposée aux aléas,
 - Zone urbanisée exposée aux aléas.
- D'autres enjeux spécifiques sont plus précisément à retenir. Ils concernent :
 - Les bâtiments administratifs,
 - Les services secours/sécurité,
 - Les bâtiments santé/Social,
 - Les bâtiments d'enseignement,
 - Les bâtiments culture/loisirs,
 - Les bâtiments commerciaux,
 - Les bâtiments de tourisme.

L'absence de prise en compte des divers ALEAS et des ENJEUX qui en découlent peut générer des RISQUES importants et peut, entre autres, se caractériser par le nombre de victimes, le coût des dégâts matériels et des impacts sur l'activité de la commune de La Bouilladisse ainsi que sur ses environnements.

2) La réglementation du P.P.R.M./c. :

a) Le zonage :

○ Le zonage réglementaire :

La prise en compte de ces enjeux et des risques qui en découlent se traduit par la mise en place d'un « ZONAGE REGLEMENTAIRE » qui définit un classement « COULEURS » des zones exposées aux divers Aléas.

On trouve le classement suivant :

1) Zones ROUGES et VIOLETTES :

Zones très exposées aux aléas dits « très préjudiciables »,
Ces deux zones sont globalement inconstructibles.

Il y a toutefois des possibilités d'extension limitées en Zone rouge, mais pas en zone violette.

2) Zones BLEU et MARRON :

Ce classement en zones Bleu ou Marron est fait **selon l'occupation des sols**, en fonction de leur exposition aux **aléas dits moins préjudiciables**. On y trouve une distinction entre espace urbanisé et espace non urbanisé. Ce qui est traduit par :

- Zone BLEU (zone urbanisée) où il y a un principe de constructibilité soumis à des prescriptions (études de terrain, etc...)
- Zone MARRON (zone non urbanisée) où il y a un principe d'inconstructibilité sauf pour les constructions agricoles, piscicoles ou forestières.

○ Gestion de l'existant :

Le zonage réglementaire présenté précédemment doit s'appliquer dans l'aménagement à venir du territoire de la commune.

Cependant, le P.P.R.M. doit aussi prendre en compte l'existant, bâti ou non bâti, et définir les règles d'aménagement, d'extension, de réhabilitation, de maintenance, etc... afin d'assurer au maximum son rôle de protection des usagers et des biens de la commune de La Bouilladisse.

Sont autorisés :

- Dans toutes les zones :
Les travaux de maintenance, réhabilitation, isolation, récupération d'énergie, accessibilité, aspect, annexes et combles non habitables, changements de destination s'il n'y a pas d'augmentation de la vulnérabilité en zone rouge et marron, et pas de conséquences sur la stabilité du bâtiment existant.
- En zone ROUGE et MARRON :
Les extensions inférieures à 20 m² de surface de plancher et d'emprise au sol.
- En zone VIOLET :
Les extensions sont INTERDITES.
- D'une manière générale (toutes zones) :
Si les extensions sont inférieures, il n'y a pas de dispositions particulières vis-à-vis des risques MINIERS/carrières.

En ce qui concerne :

Les activités agricoles, piscicoles et forestières :

Dans les zones MARRON, par dérogation au principe d'inconstructibilité, sont autorisés : Le bâti et les installations nécessaires liées aux différentes activités agricoles, forestières, etc... sous réserve de respecter les dispositions relatives aux divers aléas.

Dans toutes les zones, sont autorisés :

Les ouvrages d'art, de génie civil, d'aménagement d'infrastructures, parc photovoltaïque, etc..., sous réserve de réaliser au préalable une étude géologique et géotechnique afin :

- D'évaluer l'ampleur prévisible des différents mouvements de terrain et de prendre en compte les phénomènes d'échauffement et d'inondation,
- De définir les dispositions constructives à mettre en œuvre pour garantir la sécurité des personnes et la pérennité des ouvrages vis-à-vis des aléas miniers et carrières.

○ **Résumé de Zonage de la Commune de La Bouilladisse résultant du P.P.R. :**

- Des zones **Violet Vi** correspondant à des **espaces urbanisés ou non**, directement exposés à un aléa (très préjudiciable) effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour ou situés à l'intérieur des périmètres de protection définies autour des puits traités par bouchon autoportant,
- Des zones **Rouge R** correspondant à des **espaces urbanisés ou non**, directement exposés à des aléas miniers/carrières souterraines très préjudiciables (de par leur nature ou leur niveau),
- Des zones **Marron M** correspondant à des **espaces non urbanisés** qui sont directement exposés à des aléas miniers/carrières souterraines,
- Des zones **Bleu B** correspondant à des **espaces urbanisés** qui sont directement exposés à des aléas miniers/carrières souterraines,
- Des zones **Vert Ve** correspondant à **des espaces urbanisés ou non**, exposés exclusivement à un aléa affaissement minier de niveau faible intensité très limitée.

b) La réglementation initiée (ou engendrée) par la mise en place du P.P.R.M./c. :

○ **Pour les biens existants et les nouvelles constructions :**

Le règlement du P.P.R. fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants, ainsi que l'implantation de toutes nouvelles constructions et installations, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur.

Les PPR peuvent fixer des règles particulières de construction, d'aménagement et d'exploitation en ce qui concerne la nature et les caractéristiques des bâtiments ainsi que leurs équipements et installations.

○ **Pour la réduction de la vulnérabilité :**

Pour les biens construits ou aménagés, le règlement du P.P.R. peut imposer des mesures visant à la réduction de la vulnérabilité des bâtiments existants et de leurs occupants. Ces dispositions ne s'imposent que dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien considéré à la date de l'approbation du plan.

Un P.P.R. peut également définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde dans les zones exposées aux risques qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers.

○ **Pour les autres règlements à appliquer :**

▪ La gestion des travaux forestiers :

Dans les zones exposées aux mouvements de terrain, les travaux et coupes de bois devront garantir une gestion durable des zones boisées, selon les prescriptions des articles L.124-1 et suivants, L.312-1 et suivants, L.313-1 et suivants du Code Forestier.

▪ La gestion des réseaux :

Afin d'assurer le maintien de la satisfaction des besoins prioritaires, le Code de la Sécurité Intérieure prévoit notamment que les exploitants mentionnés prennent toutes mesures pour :

- . Protéger leurs installations contre les risques, agressions et menaces prévisibles,
- . Alerter sans délai l'autorité compétente de l'imminence d'une défaillance.

○ **Principe réglementaire pour les projets :**

Sont assimilés à un projet « toute occupation et utilisation du sol, tous travaux, tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle de quelque nature qu'ils soient » . Ainsi les projets d'extension, de changement de destination ou de reconstruction de biens existants après sinistre sont, comme tout projet nécessitant une déclaration de travaux ou l'obtention préalable d'un permis de construire, réglementés au titre des projets.

Concernant le risque minier/carrières souterraines, les mesures réglementaires répondent à des objectifs de sécurité. Ils consistent essentiellement en une protection visant la limitation des dommages sur les biens et la sauvegarde des vies humaines en cas de survenance de l'aléa.

○ **Tableau des reconstructions :**

Zone VIOLET	Zone ROUGE	Zone MARRON	Zone BLEU	Zone VERT
RECONSTRUCTIONS				
Autorisées sous réserve de prescription				
CREATIONS Hors Ouvrages, Equipements et Infrastructures				
Etablissements recevant des populations vulnérables interdits Etablissements stratégiques interdits Locaux de logements interdits Locaux d'activités interdits Locaux de stockage interdits	Etablissements recevant des populations vulnérables interdits Etablissements stratégiques interdits Locaux de logements interdits Locaux d'activités interdits Locaux de stockage interdits	Etablissements recevant des populations vulnérables interdits Etablissements stratégiques interdits Locaux de logements interdits Locaux d'activités interdits Locaux de stockage interdits Constructions liées et nécessaires aux exploitations agricoles, piscicoles et forestières autorisées *	Etablissements stratégiques autorisés si aucune implantation alternative possible en dehors de la zone bleu Etablissements recevant des populations vulnérables autorisés* Locaux de logements autorisés* Locaux d'activités autorisés* Locaux de stockage autorisés*	Autorisées *
EXTENSIONS hors ANNEXES				
Interdits	Limitées	Celles liées et nécessaires aux exploitations agricoles, piscicoles ou forestières autorisées* Sinon limitées	Autorisées *	Autorisées*
ANNEXES				
Interdits	Limitées	Celles liées et nécessaires aux exploitations agricoles, piscicoles ou forestières autorisées* Sinon limitées	Autorisées*	Autorisées*
OUVRAGES, EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES				
Autorisés sous réserve de prescription				

c) Effets de la mise en place du P.P.R.M./c. sur la commune et ses habitants :

○ **Cadre juridique (pour rappel) :**

- **Les pouvoirs de police du Maire et du Préfet**, conformément au CGCT, pour le respect du règlement du PPR,
- **Les sanctions administratives** qui relèvent de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement,
- **Les préjudices relevant de l'activité minière**, selon l'article L.155-3 du Code Minier, l'exploitant est responsable des dommages causés par son activité. En cas de disparition ou de défaillance de l'exploitant, l'Etat est garant de la réparation des dommages,
- **Les clauses minières** : La loi n°99-245 du 30/03/99 dite « loi après-mine » permet l'indemnisation des propriétaires « clausés » victimes d'un sinistre minier survenu (codifiée à l'article L.155-5 du Code Minier).
Cette loi met en place un régime d'indemnisation par l'Etat des propriétaires « clausés », sous certaines conditions cumulatives (Art.R421-75 du Code des Assurances),
- **La « pré-indemnisation » des dommages miniers** :
La loi n°2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels confie au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAOD) la mission d'indemniser les propriétaires victimes de dommages immobiliers d'origine minière survenus à compter du 1^{er} septembre 1998, sur les immeubles occupés à titre d'habitation principale.

○ **Dispositions particulières :**

- **L'information préventive** :
Dans les communes où un P.P.R. a été prescrit ou approuvé, le Maire informe la population au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié, sur les caractéristiques du ou des risques connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article L.125-1 du Code des Assurances.
- **L'information des acquéreurs/Locataires (IAL)** lors de vente ou location d'un bien immobilier bâti ou non bâti sur :
 - La situation du bien au regard des risques pris en compte dans un Plan de Prévention des Risques Naturels et Technologiques prescrit ou approuvé,

- Les sinistres subis par le bien, à partir des indemnisations consécutives à un événement ayant fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

Les P.P.R. Miniers induisent les mêmes effets que les Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles (article L-174-5 du Code Minier).

Cette disposition s'applique au présent P.P.R.M. de la Commune de La Bouilladisse.

d) Plan communal de sauvegarde :

○ Cadre juridique :

Instauré par l'article 13 de la loi N°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité Civile, le P.C.S. est un document de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection des populations.

Il détermine et fixe, en fonction des risques majeurs connus dans une commune donnée, l'organisation locale pour faire face à une crise et la gérer.

Le Décret N°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au P.C.S., en son article 8, le rend obligatoire dans les communes.

Il précise également que ce document doit être réalisé dans les deux ans à compter de la date d'approbation des P.P.R.N et/ou P.P.I.

En ce qui concerne la Commune de La Bouilladisse et ses risques « Mouvements de terrain », les risques Miniers pouvant survenir sur son territoire sont pris en compte par le P.C.S.

○ Mesures de Prévention et de Surveillance « après-mine » :

Présentation du D.P.S.M. (Département Prévention et Sécurité Minière) du B.R.G.M. :

Les importantes responsabilités qui incombent à l'Etat en matière d'après-mine font l'objet d'une organisation structurée dans le domaine social, institutionnel, organisationnel et juridique. Les fonctions régaliennes sont assurées par l'administration centrale compétente (M.T.E.) et par les DREAL à l'échelon déconcentré. Les fonctions d'expertise d'une part et de recherche d'autre part, sont confiées respectivement au groupement d'intérêt public GEODERIS et au groupement d'intérêt scientifique GISOS. Les fonctions opérationnelles ont été attribuées au BRGM qui a créé un département dédié à cet effet, le Département Prévention et Sécurité Minière (D.P.S.M.).

Le D.P.S.M. s'est vu confier les principales missions suivantes :

- Les travaux de mise en sécurité en qualité de maître d'ouvrage délégué,
- Les interventions suite à une mesure d'expropriation,
- La surveillance d'ouvrages de sites miniers, au titre du Code minier ou du Code de l'Environnement,
- La gestion du système d'information après-mine, dont la gestion des archives techniques intermédiaires minières et le concours au renseignement minier.

Ses principaux objectifs sont :

- La garantie de la sécurité des biens et des personnes dans les anciennes zones minières,
 - Le maintien de compétences techniques minières à cet effet.
- **Travaux de mise en sécurité programmée ou implantation d'ouvrages surveillés en qualité de maître d'ouvrage délégué :**
 - Mise en sécurité d'habitations,
 - Comblement ou fermeture de galeries,
 - Recherche et traitement de puits,
 - Confortement de terrils,
 - Aménagement de digue,
 - Implantation de réseaux de nivellement ou de stations de mesure micro sismique.

Notes d'expérience personnelle du commissaire enquêteur :

Il y a quelques années, un ami, habitant de la Commune de Peypin, me proposa : « Toi qui pratique la spéléologie, voudrais-tu descendre dans une cavité qui vient d'être mise à jour juste au bout de ma piscine ».

Quelques jours auparavant, un technicien muni d'un G.P.S. était venu localiser l'entrée d'une descenderie, puis une pelle mécanique en avait désobstrué l'entrée. Avec quelques précautions, j'ai pu explorer cette descenderie très bien conservée qui débouchait sur une galerie minière de charbon (lignite).

Quelque temps après une mise en sécurité a été opérée à l'aide d'un bouchon en polystyrène recouvert de béton, en 2 opérations, puis de terre.

Cette expérience, avec le recul acquis aujourd'hui en réalisant cette enquête après-mine, m'a permis de prendre conscience de l'utilité de la mise en place d'un P.P.R.M. Je peux, aujourd'hui, mesurer les conséquences, les enjeux et les risques que cet aléa d'effondrement possible aurait pu entraîner pour mon ami et ses biens (sa piscine), et, par extension, à d'autres habitants demeurant sur le Bassin de lignite de Provence.

3) Procédure de création d'un P.P.R.M./c. :

a) Les « Porter à connaissance » : (Annexe n° 11)

Ils ont pour objet :

Conformément à l'article L.132-2 du Code de l'Urbanisme, le « Porter à Connaissance » (P.A.C.) a pour objet de communiquer aux Maires et Services d'Urbanismes des communes concernées, ici à La Bouilladisse , l'état actuel des connaissances sur les aléas résiduels liés à l'ancienne activité minière sur le bassin de lignite de Provence, ainsi que sur ceux liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment, afin de préciser les principes de prévention à prendre en compte dans l'ensemble des décisions d'urbanisme.

- En ce qui concerne **les aléas miniers**, une première définition et cartographie préliminaire à l'échelle du bassin de lignite de Provence a été réalisée en 2009, puis à la demande de la DREAL-PACA, GEODERIS a effectué une autre étude détaillée en 2016.
Cela s'est traduit par une cartographie actualisée de **l'ALEA MINIER** avec un « Porter à Connaissance » le 3 août 2017,
- En ce qui concerne **les aléas des carrières souterraines exploitation de pierre à ciment**, la D.D.T.M. a commandé une actualisation des études INERIS afin d'affiner les connaissances sur ces aléas résiduels, ce qui s'est traduit par une cartographie précise des aléas mouvements de terrain **Aléas Carrières Souterraines**, avec un « Porter à Connaissance » le 7 juillet 2021.

En résumé :

- Les « Porter à Connaissance » permettent aux responsables des communes de :
 - Disposer, au titre de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme, d'une base légale permettant de refuser un permis de construire ou de l'accepter sous réserve de prescriptions spéciales,
 - De guider les responsables, tel que le prévoit l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, dans leurs choix d'aménagement du territoire, Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.), plans de zonages réglementaires, règlements P.L.U. ou P.L.U.I.

b) L'évaluation environnementale du projet P.P.R.M./c. :

Compte-tenu des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées ainsi que des incidences prévisibles du PLAN sur l'environnement,

« une Décision de l'autorité Environnementale, après examen au cas par cas N°F-093-19-p-0102 du 17 octobre 2019 indique que l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers (P.P.R.M.) de la Bouilladisse n'est pas soumis à l'évaluation environnementale ». (Pour rappel Annexe n° 5)

c) Prescription du P.P.R.M./c. :

Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône a prescrit, par arrêté préfectoral **du 22 juillet 2020 l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (Lignite) et carrières souterraines de Pierre à Ciment sur la Commune de La Bouilladisse.** (Pour rappel Annexe n° 1)

L'arrêté de prescription du P.P.R.M./c. détermine le périmètre mis à l'étude, la nature des risques pris en compte, ainsi que le ou les Services de l'Etat chargé(s) d'instruire le projet.

d) La concertation du public :

L'élaboration du P.P.R. Miniers/carrières souterraines de la Commune de La Bouilladisse a été réalisée en association avec les collectivités locales et en concertation avec la population. Une phase active d'association a été ouverte en novembre 2018. La concertation publique s'est déroulée de mai 2021 à juillet 2021.

Cette phase de concertation avait pour objectif de recueillir les avis du public sur le projet de Plan de Prévention des Risques avant la consultation des Personnes et Organismes Associés et la mise en enquête publique.

Cette étape a été l'occasion d'informer largement le public et de préparer ainsi **l'enquête publique** à venir.

La concertation du public a consisté en :

- La mise à disposition des pièces du P.P.R. (rapport de présentation, zonage, règlement) et d'un registre destiné à recueillir les observations de la population dans la mairie de la Commune de La Bouilladisse.
- La mise en ligne des pièces du P.P.R. (rapport de présentation, zonage, règlement) sur le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Lien internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr (rubrique Prévention),

- La possibilité de contacter la DDTM par email ou par courrier pour poser des questions ou proposer des évolutions.
Courriel : ddtm-risque-minier@bouches-du-rhone.gouv.fr
- La mise en place d'une exposition en Mairie,
- L'organisation d'une réunion publique, le 19 mai 2021 à 18 heures en direct sur internet sur la chaîne Vimeo, à l'adresse suivante :
<https://vimeo.com/user133482404> (en raison de la crise sanitaire).

Le public a pu revoir la réunion publique et visionner le survol 3D de l'emprise des travaux et des aléas miniers de la Commune de La Bouilladisse en cliquant sur le lien suivant : <https://www.youtube.com/channel/UCo7Lp1F9lfj4uhQj55nT42g>.

L'annonce de cette réunion publique a fait l'objet de communications par voie de presse (annonces légales dans les quotidiens de la Provence (14 mai 2019) et de La Marseillaise (14 mai 2019), par affichage en commune et sur les sites internet de la Préfecture et de la Collectivité.

Exposition et registre en Mairie de La Bouilladisse :

Début : 19 mai 2021

Fin : 19 juillet 2021

Synthèse de la phase de concertation :

Pour la commune de La Bouilladisse, malgré les différents canaux de communication, la participation de la population à la réunion publique a été assez modeste.

Une réponse a été apportée par courrier (postal ou électronique) par la D.D.T.M. à chacune des observations formulées durant la phase de concertation.

Aucune remarque n'a été émise que ce soit par courrier, mail ou sur le registre.

e) La consultation des personnes et organismes associés :

○ Les modalités de la consultation :

Conformément à l'article R562-7 du Code de l'Environnement, les POA (Personnes et Organismes Associés) listés dans le tableau ci-dessus ont été consultés pour avis sur le projet de P.P.R. miniers/carrières souterraines de la Commune de La Bouilladisse.

Personne ou organisme consulté	Date d'envoi du dossier	Date de Réception du dossier
Mairie de La Bouilladisse	26/10/2021	28/10/2021
Mme la Présidente du Conseil Départemental des B.du.Rh	26/10/2021	28/10/2021
Mr le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière PACA	26/10/2021	28/10/2021
Mr le Président du Conseil Régional de PACA	26/10/2021	28/10/2021
Mme la Présidente de métropole AMP	26/10/2021	28/10/2021
Mr le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne	26/10/2021	28/10/2021
Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille	26/10/2021	28/10/2021
Mr le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat	26/10/2021	28/10/2021
Mr le Président de la Chambre d'Agriculture	26/10/2021	28/10/2021
SDIS	26/10/2021	28/10/2021

Selon l'article R.562-7 du Code de l'Environnement, les avis à recueillir sont réputés favorables lorsqu'ils n'ont pas été rendus dans le délai imparti.

○ Bilan de la consultation :

Seuls 2 organismes se sont manifestés par courrier auprès de la D.D.T.M. :
(Pour rappel Annexe n° 6)

- La chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône par courrier en date du 08/12/2021.

Elle émet un avis réservé portant notamment sur :

- L'interdiction d'implanter des serres ou tunnels en zone violet,
 - Les zones marron et bleu, concernant le bâti spécifiquement agricole, non dédié au logement, la nécessité que les niveaux de performance attendus pour ces bâtiments soient en relation avec les enjeux exposés.
 - Les pratiques pastorales en zone d'aléa échauffement, en particulier pour l'interdiction des pratiques d'écobuage.
- Le conseil départemental des Bouches-du-Rhône par courrier en date du 17/12/2021, concernant :
- Les règles s'appliquant aux projets nouveaux d'infrastructure publiques de transport, par rapport aux études préalables, relève que les projets de voirie sont autorisés en zone Violet Vi, sous réserve de démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative,
 - Les infrastructures existantes, le Département considère qu'il est explicitement autorisé à réaliser tous les travaux d'entretien et réparations utiles pour remettre les voies à l'identique quel que soit le zonage du P.P.R.,
 - Le terme de « gestionnaire de réseaux », le Département souhaite que le sens du mot réseau soit précisé.

La D.D.T.M. n'a pas répondu à ces deux organismes. En revanche, elle a répondu à la demande faite par le commissaire enquêteur dans un courrier en date du 20 octobre 2022.

- N'ont pas répondu (avis réputés favorables), les personnes ou organismes consultés suivants :

Mairie de La Bouilladisse

Mr le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière PACA

Mr le Président du Conseil Régional de PACA

Mme la Présidente de métropole AMP

Mr le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne

Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille

Mr le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
SDIS

4) Enquête publique et approbation du P.P.R.M./c. :

Le Plan de Prévention Des Risques est soumis par le Préfet à l'enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-7 à R.123-23 du Code de l'Environnement.

En ce qui concerne la Commune de La Bouilladisse, l'arrêté préfectoral de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône portant ouverture et organisation de l'enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers et carrières souterraines de Pierre à ciment a été pris le 30 septembre 2022.

A l'issue des consultations, le Projet de Plan de Prévention des Risques 'P.P.R.) éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral du Préfet des Bouches-du-Rhône (Article R.562-9 du Code de l'Environnement).

Il doit être approuvé dans les trois ans qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration (prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois sous conditions).

Il sera annexé au plan local d'urbanisme intercommunal P.L.U.I. ou au P.L.U., conformément à l'article L151-43 du Code de l'Urbanisme (Article L.562-4 du Code de l'environnement).

B) ORGANISATION de l'ENQUETE PUBLIQUE à LA BOUILLADISSE :

I - Désignation du Commissaire enquêteur et engagement de l'enquête :

Le commissaire enquêteur a été désigné par le Tribunal Administratif de Marseille, Décision N° E22000071/13 du 7 septembre 2022 (Pour rappel Annexe n° 4)

II - Ouverture de l'enquête publique :

Arrêté Préfectoral du 30 septembre 2022 portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (lignite) et carrières souterraines de pierres à ciment sur la Commune de la Bouilladisse (Pour rappel Annexe n° 2)

Le déroulement de l'enquête a été fixé du 7 novembre 2022 au 7 décembre 2022 inclus, soit durant 31 jours consécutifs

III – L'avis de l'enquête publique :

Il a été publié le 7 octobre 2022 par la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique, de la concertation et de l'environnement, Mission Environnement et Enquêtes Publiques (Pour rappel Annexe n° 3)

IV - Publicité légale de l'enquête et information du public :

Le public a été informé par :

- Voie d’Affichage, du 20 octobre au 7 décembre 2022 inclus : (Annexe n° 12)
 - en Mairie de la Bouilladisse, Siège de l'enquête,
 - à la Préfecture des Bouches-du-Rhône
- Voie de presse : (Pour rappel Annexe n° 10)
 - Annonce parue dans le Journal « La Provence » le 20/10/2022
et le 08/11/2022
 - Annonce parue dans le Journal « La Marseillaise » le 20/10/2022
et le 8/11/2022

C) DEROULEMENT de l'ENQUETE :

I – CONSULTATION DU DOSSIER :

Pendant toute la durée de l'enquête, tous les habitants de La Bouilladisse ont pu :

- Prendre connaissance du dossier et consigner leurs observations et propositions sur le registre d'enquête (paraphé et daté), au siège de l'enquête, à la Mairie de La Bouilladisse, aux jour et heures d'ouverture de celle-ci :
 - Du lundi au jeudi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30,
 - Et le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.
- Consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse :
 - <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publication-environnementales/Enquetes-ppubliques-hors-ICPE/labouilladisse>,
 - ainsi que sur le site dédié au registre dématérialisé de l'enquête.
- Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable, pendant toute la durée de l'enquête, à l'adresse internet suivante :
 - <https://www.registredemat.fr/pprcm-labouilladisse>,
 - Et accessible depuis le lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :
<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Bouilladisse-la>
 - Le dossier d'enquête a pu également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, Place Félix Baret, 13006 Marseille :
 du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h et de 14 h à 16 h 30
 Bureau N° 421
 Contact préalable au 04 84 35 42 47 (ou 46) / 06 70 89 60 02.
 - Le dossier d'enquête publique a été communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant auprès de la direction susmentionnée de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

II - MOYENS DE CONSIGNATION des observations relatives au projet, mis à disposition du public :

Les questions, observations et avis du public ont pu être soumis, pendant toute la durée de l'enquête, suivant les moyens et dispositions suivants :

- Mairie de la Bouilladisse, Accueil de la Mairie, Place de la Libération, Hôtel de Ville 13720 La Bouilladisse, siège de l'enquête, pendant une durée de trente et un jours consécutifs, du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30) et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.
- Sur le site dédié au Registre Dématérialisé de l'enquête.

En ma qualité de commissaire enquêteur, je me suis tenu à disposition des habitants de la commune de La Bouilladisse, siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- | | |
|--------------------------------|----------------|
| ▪ Le lundi 7 novembre 2022 | de 14 h à 17 h |
| ▪ Le mercredi 16 novembre 2022 | de 9 h à 12 h |
| ▪ Le jeudi 24 novembre 2022 | de 14 h à 17 h |
| ▪ Le vendredi 2 décembre 2022 | de 14 h à 17 h |
| ▪ Le mercredi 7 décembre 2022 | de 14 h à 17 h |

III – SEANCES DE TRAVAIL DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

a) Avant l'ouverture et pendant l'enquête, quatre séances de travail ont été organisées :

- Le 14 octobre 2022 avec la D.D.T.M., Maître d'Ouvrage du projet, qui a présenté au commissaire enquêteur de la Commune de Gardanne et à moi-même le projet de Prévention des Risques Miniers/carrières souterraines de pierre à ciment sur ces deux communes, (Pour rappel Annexe n° 3)
- Le 19 octobre 2022, une rencontre avec le personnel du Service Urbanisme de la Commune de La Bouilladisse, suivie d'une visite de la Commune sur les sites pouvant être concernés par l'enquête publique,
- Le 10 novembre 2022, une rencontre avec Mr le Maire de La Bouilladisse au cours de laquelle nous avons pu échanger sur l'ensemble du projet de mise en place du P.P.R.M.,
- le 2 décembre 2022, une rencontre avec Madame la responsable du Service Urbanisme de La Bouilladisse, afin de compléter mes connaissances sur les Risques Miniers et Carrières de la Commune.

b) Après la fermeture de l'enquête :

Le 15 décembre 2022, une rencontre a eu lieu avec la Direction de la D.D.T.M., Maître d'Ouvrage du projet. Cette réunion concernait les deux commissaires enquêteurs, Communes de Gardanne et de La Bouilladisse. (Annexe n° 13)

Son objet a été d'établir un bilan des deux enquêtes et la remise des « Procès-verbaux de synthèse » de ces deux enquêtes. Cette réunion a permis d'échanger sur les déroulements des enquêtes et les éventuelles difficultés rencontrées.

En ce qui concerne l'enquête de la Commune de la Bouilladisse, en ma qualité de commissaire enquêteur j'ai émis le regret de n'avoir pu constater un affichage conséquent sur les Panneaux d'Affichage communaux, ce qui explique en partie qu'une seule personne m'ait rendu visite lors de mes cinq permanences tenues en Mairie.

Par ailleurs, les discussions entre les membres de la D.D.T.M. et les deux commissaires enquêteurs ont été riches d'enseignements et ont éclairé ma mission sur cette enquête publique consacrée aux risques miniers (lignite) et carrières souterraines de pierre à ciment.

IV – QUESTIONS POSEES par le COMMISSAIRE ENQUETEUR au

MAITRE D'OUVRAGE (D.D.T.M.) (Annexe n° 14) et réponses de la D.D.T.M. (Annexe n° 15) :

Par un courrier du 3 décembre 2022 :

Première question :

Concerne les observations, questionnements et réserves émis par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et par le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône. Elles ont trait à la définition de la notion de réseau par rapport aux contraintes imposées par le P.P.R. pour le Conseil Départemental, et à l'importance ou l'absence de contraintes liées à l'activité agricole pour la Chambre d'Agriculture.

La D.D.T.M. par courrier en date du 7 décembre 2022 a répondu au Commissaire enquêteur, en mentionnant également son courrier du 20/10/2022 (Avis P.O.A.) (Pour rappel Annexe n° 11)

Deuxième question :

Quelle serait la répercussion d'une conclusion négative de la Commission d'Enquête Publique sur la mise en place du P.L.U. Intercommunal sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile ?

Réponse de la D.D.T.M. :

Pour le P.L.U.I, en cas de conclusion négative de la Commission d'Enquête Publique, le P.P.R.M. serait naturellement annexé au P.L.U. communal et non au P.L.U.I (comme avant la mise en place du P.L.U.I.).

V – QUESTIONS POSEES au COMMISSAIRE ENQUETEUR PAR 5 HABITANTS de La BOUILLADISSE (Annexe n° 16) et réponses apportées par la D.D.T.M. (Annexe n° 17) :

A l'issu :

- D'un entretien avec Madame N.V. reçue à la permanence en Mairie du 7/12/2022
- De quatre emails reçus sur le registre dématérialisé.

Le commissaire enquêteur interroge la D.D.T.M. sur les différentes questions et observations émises par ces habitants de la Commune de la Bouilladisse.

Par courriel en date du 13 décembre 2022, la D.D.T.M. apporte des réponses et conseils motivés à ces habitants de la Commune de la Bouilladisse.

- **Madame N.V. parcelle BK399 et BK402, par son annotation sur le registre d'enquête en mairie, en date du 7 décembre 2022** souhaite connaître les risques miniers pouvant affecter sa parcelle car elle a constaté des fissures au sol de son domicile

Réponse de la D.D.T.M. :

Aucun désordre d'origine minière n'a été identifié sur ce secteur. Toutefois, l'habitation présente au droit des parcelles BK399 et BK402 se situe en zone B1 du P.P.R. retrait gonflement des argiles de votre commune. Il est donc possible que les fissures constatées soient la conséquence de ce phénomène (mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols). Le phénomène de retrait-gonflement a été intégré au régime des catastrophes naturelles. A ce titre, les dommages qui lui sont attribués sont susceptibles d'être indemnisés par les assureurs dans le cadre du dispositif Cat-Nat.

*La loi du 30 juillet 2003 a confié au FGAO, dans un objectif d'accélération de la procédure, une mission de pré indemnisation des particuliers propriétaires victimes de dommages immobiliers d'origine minière sur **les immeubles occupés à titre d'habitation principale**, survenus à compter du 1^{er} septembre 1998. Cette mission permet d'éviter une procédure contentieuse (généralement longue) contre un ancien responsable minier.*

Principes d'intervention du FGAO

- *Pré indemnisation rapide, limitée à 400.000 euros,*
 - *Intervention dans les 3 mois à compter de la remise du descriptif des dommages si l'origine minière du dommage est confirmée,*
 - *Toutefois, le fonds ne se substitue pas au responsable de l'indemnisation des dommages,*
 - *Le FGAOD n'intervient pas pour les collectivités, entreprises, commerces.*
- **Monsieur T.E. parcelle BE24, par son courriel adressé au registre dématérialisé, en date du 5 décembre 2022 :** « Pourriez-vous éventuellement, si c'est le cas, me faire connaître la présence de risque d'affaissement dû à la présence de galeries souterraines ayant servi à l'exploitation minière. »

Réponse de la D.D.T.M. :

Aucun aléa minier n'a été identifié par GEODERIS sur cette parcelle.

- **Monsieur C.D. parcelle AI206, par son courriel adressé au registre dématérialisé, en date du 7 décembre 2022 :** « J'habite à La Bouilladisse sur la parcelle AI206 et je souhaiterais savoir quels sont les risques miniers ou de carrière souterraine pouvant affecter ma propriété. »

Réponse de la D.D.T.M. :

La parcelle AI206 est en partie en zone Violet du projet de Plan de Prévention des Risques (P.P.R.M./c.) correspondant à un aléa effondrement localisé lié à un ouvrage débouchant au jour et en grande partie hors zonage P.P.R.M./c. La zone Violet n'est pas constructible, la zone hors P.P.R.M./c. n'est pas réglementée par ce dernier.

- **Monsieur G.P. parcelles AC326 et 329, par son courriel adressé au registre dématérialisé en date du 7 décembre 2022 :** « Je me permets de vous contacter car j'habite sur les parcelles AC326 et 329. Je souhaiterais avoir des informations concernant votre enquête en cours. Quel est son objectif ? Est-ce en relation avec le nouveau PLUI ? Egalement, quels sont les risques miniers, cavités souterraines, affaissement et autres associés à notre parcelle et pouvant affecter notre propriété ?

En termes d'agrandissement futur et contraintes à prendre en compte, quelles seraient les implications ?

Réponse de la D.D.T.M. :

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public et de recueillir l'avis du public sur le projet de Plan de Prévention des Risques.

A cet effet, les documents constitutifs du Plan, un registre papier et dématérialisé sont mis à disposition du public. De plus, un commissaire enquêteur désigné par le président du tribunal administratif reçoit le public pendant l'enquête publique aux lieux, jours et heures prévus par arrêté préfectoral (permanences).

A l'issue de l'enquête publique, le projet de Plan de Prévention des Risques peut être modifié par le service instructeur (DDTM 13/DREAL PACA) sur la base du rapport de l'enquête publique et des avis recueillis.

Une fois le P.P.R. approuvé, il entre dans la liste des servitudes d'utilité publique affectant les sols et en tant que tel, il doit être annexé aux documents d'urbanisme (PLU ou PLUi). Les règles les plus contraignantes entre ces deux documents s'appliquent.

Les parcelles AC326 et AC329 se situent en zone BleuB1 exposée aux aléas effondrement localisé lié aux travaux souterrains et échauffement. Les projets autorisés sont listés en page 43 du projet de règlement du PPR soumis à enquête publique. Les projets autorisés en zone Bleu (par exemple construction ou extension de maison individuelle) doivent respecter les prescriptions inscrites au paragraphe II.4.b du projet de règlement : en particulier, la réalisation d'une étude prenant en compte les aléas présents au droit du projet et définissant les modalités de construction du bâti ainsi que leurs mises en œuvre. Les objectifs de performance à atteindre par le projet sont définis dans ce même paragraphe du règlement.

Pour plus de précisions, se reporter au règlement du P.P.R. consultable en Mairie de La Bouilladisse

- **Madame M.H. Parcelles AK12 par son courriel adressé au registre dématérialisé en date du 5 décembre 2022 :** « J'aimerais connaître les risques miniers et carrières souterraines puisque je constate des fissures à l'intérieur de mon habitation. »

Réponse de la D.D.T.M. :

Aucun aléa minier n'a été identifié par GEODERIS sur la parcelle AK12.

VI – RESUME STATISTIQUE des CONTACTS sur le Registre dématérialisé :

- Quatre demandes d'information ont été déposées par Email sur le registre dématérialisé de l'enquête,
- 29 utilisateurs ont opéré des téléchargements de tout ou partie du dossier du projet,
- 59 utilisateurs ont fait une visite unique.
- Aucune observation n'a été déposée.

STATISTIQUES	RESUME
Nombre de visiteurs	Visiteurs uniques 59
Nombre de téléchargements de chaque document du dossier de l'enquête	Téléchargements 29 Visionnages 6
Nombre d'observations	0
Nombre de demandes d'information déposées par Email	4
	TOTAL visiteurs uniques : 59

Pour mémoire :

- Une question a été portée sur le registre d'enquête disponible en mairie pendant la durée de l'enquête publique.

VII – ANALYSE des ECHANGES : D.D.T.M., commissaire enquêteur, P.O.A., habitants de la commune. (Pour rappel annexes n° 14 – 15 – 16 – 17)

- Questions-Réponses :

Les questions posées au cours de l'enquête sont de deux ordres :

- Deux ont tout d'abord été posées au Maître d'Ouvrage directement par le commissaire enquêteur :
 - Les observations et réserves formulées par deux P.O.A. (Chambre d'agriculture et Conseil départemental)
 - Les répercussions des conclusions négatives éventuelles de l'enquête publique sur le P.L.U.I du Territoire.

Les réponses de la D.D.T.M. à ces deux questions ont été précises et satisfaisantes relativement à l'intérêt qu'elles présentent dans la mise en place du P.P.R.M. /c. sur la commune de La Bouilladisse (voir annexe n° 15).

- Cinq ont ensuite été posées par les habitants de la commune de La Bouilladisse qui les a transmises au Maître d'Ouvrage.
Elles portent sur les désordres miniers ou carrières souterraines pouvant toucher les propriétés de ces habitants pétitionnaires ainsi que sur la relation possible avec le nouveau P.L.U.I. du Territoire.

Le contenu des réponses apportées aux habitants de la commune de La Bouilladisse par la D.D.T.M. sont claires, précises et détaillées en matière d'aléas possibles sur les parcelles considérées.

Elles font également état des risques liés aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols, phénomène intégré au régime des catastrophes naturelles.

Elles apportent un éclairage précis sur les recours possibles à mettre en œuvre en cas de dommages subis et sur les dispositifs et montants éventuels d'indemnisation à recevoir.

L'ensemble de cette analyse permettra d'éclairer positivement le commissaire enquêteur afin d'émettre un avis dûment motivé.

VIII - LE CLIMAT GENERAL de l'ENQUETE sur la Commune de La Bouilladisse :

- Le Maître d'Ouvrage et l'équipe qui la compose ainsi que la Mairie de la Bouilladisse et les professionnels qui y exercent, ont permis un bon déroulement de l'enquête en apportant un soutien efficace au commissaire enquêteur,
- Aucun incident ou événement négatif n'a été révélé au cours du déroulement de l'enquête,
- La réglementation due à l'Epidémie de la COVID 19 a été appliquée réglementairement en matière de protection,
- Deux rencontres entre Monsieur le Maire de la Commune de la Bouilladisse et le commissaire enquêteur ont eu lieu pendant l'enquête publique. Monsieur le Maire n'a formulé aucune demande ou requête. Il s'est félicité de la qualité des échanges et des soutiens qu'il reçoit de la part des professionnels de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

IX - LA CLOTURE de l'ENQUETE et les modalités de transfert du Dossier et du Registre :

A l'expiration de l'enquête :

- Le 7 décembre 2022 ; le commissaire enquêteur a clos le registre d'enquête qui lui avait été remis par le Service Urbanisme de La Commune de La Bouilladisse, (Annexe n° 18)
- Le 7 décembre 2022, le Maître d'Ouvrage a répondu aux deux premières questions posées par le commissaire enquêteur. (Pour rappel Annexe n° 14)
- Le 13 décembre 2022 le Maître d'Ouvrage a répondu aux questions du public dans les délais impartis par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022. (Pour rappel Annexe n° 17)
- Le 15 décembre 2022, le commissaire enquêteur a rencontré le Maître d' Ouvrage du projet (D.D.T.M.) et lui a remis, conformément à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, **le Procès-verbal de Synthèse** lors de la réunion de travail consacrée à ce dit projet, (Pour rappel Annexe n° 12)
- le Rapport de l'enquête publique, le Procès-Verbal de Synthèse, les conclusions motivées, ainsi que le dossier d'annexes (sous forme de documents séparés) ont été établis par le commissaire enquêteur dans les délais impartis (1 mois maximum après la fin de l'enquête).

Le 6 janvier 2023, le commissaire enquêteur a remis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône :

- L'exemplaire du dossier d'enquête qui était en sa possession, accompagné du registre d'enquête publique et des pièces annexes,
- Le rapport et ses conclusions motivées ainsi que les documents établis par le commissaire enquêteur au cours et à l'issue de l'enquête publique,
- Un exemplaire supplémentaire de ces documents, préalablement datés et signés, sous forme numérique : Clé USB).

Simultanément, une copie du **Rapport**, de ses **Conclusions et avis motivés** et des **Annexes**, accompagné du décompte des honoraires dûs au commissaire enquêteur, a été remise à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Mention a été faite des questions du public posées au commissaire enquêteur : celle d'une habitante de la Bouilladisse pendant la dernière permanence en mairie et quatre par courriels reçus sur le registre dématérialisé de l'enquête.

Elles ont fait l'objet d'un questionnaire auprès du Maître d'Ouvrage qui y a répondu par deux courriels en date des 7 et 13 décembre 2022.

- : -

Ce présent rapport concerne la première partie du rapport de l'enquête publique.

Il sera complété par les **conclusions et avis motivés du commissaire enquêteur** et par le **dossier d'annexes**.

Fait à Aubagne, le 6 janvier 2023

Le commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'R' intertwined, with a horizontal line crossing through them.

Joseph Receveur